

# Communiqué de Presse

NON AUX IDÉES RÉACTIONNAIRES ET AU DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT :  
Annulation demandée pour "Les Nuits du Bien Commun"

Nos organisations alertent sur la tenue prochaine de l'événement "Les Nuits du Bien Commun" sur notre territoire et en demandent l'annulation. Sous couvert de bonne volonté et de générosité, cet événement porté par Pierre-Edouard Stérin et son projet Périclès représente une offensive idéologique réactionnaire, contraire aux valeurs républicaines et aux principes de justice sociale que nous défendons.

Le projet Périclès n'a rien d'anodin : il s'agit de former une élite catholique ultra-conservatrice destinée à influencer durablement les institutions publiques, les entreprises, les médias. Les valeurs qu'il promeut sont clairement anti-égalitaires : opposition aux droits des femmes, rejet des personnes LGBTQIA+, défense d'un ordre social figé, confessionnel, autoritaire. Il s'inscrit dans une tradition contre-révolutionnaire qui tourne le dos à la République, à la démocratie, à l'émancipation des individus.

Derrière cette soirée de "levée de fonds" se cache aussi une logique de privatisation de la solidarité. Pendant que l'État se désengage massivement, que les subventions publiques aux associations, aux structures sociales et culturelles fondent comme neige au soleil, on propose de remplacer le financement public par le mécénat privé, piloté par une poignée de grandes fortunes triées sur le volet. C'est une vision profondément injuste : les besoins des populations doivent être garantis par des droits, pas dépendre de la charité des puissants.

Nous refusons ce glissement insidieux vers une société où les plus riches choisissent qui "mérite" leur aide, où les services publics sont sacrifiés au profit de la philanthropie d'entreprise, une société où l'on laisse les forces d'extrême-droite infiltrer les lieux publics pour mieux en saper les fondements sociaux et laïcs.

Nous demandons donc au préfet de département de ne pas autoriser cet événement.

Et nous appelons le 5 juin à Nantes les élu-es, les associations, les collectifs citoyens et les syndicats à se mobiliser contre cette tentative de recomposition idéologique sous couvert de "bien commun".

La démocratie ne se délègue pas à quelques mécènes.

Elle se construit avec toutes et tous, dans l'égalité et la justice sociale.

Signataires : UL CGT - CGT Spectacle- FSU - SAF - SOLIDAIRES - Union Pirate Nantes - ATTAC 44- DAL 44 - NOSIG - LFI 44- Gauche écosocialiste 44 - L'Après 44 - ENSEMBLE - UDB - PCF 44 - Parti Socialiste - Génération.s 44 - Gagner !44 - Les écologistes EELV Nantes - Place Publique - Association de Veille Ecologiste et Citoyenne AVEC Nantes - NPA 44